

Le Monde 23.5.97 p2.

Athènes a engagé une politique de rapprochement avec Ankara

ATHÈNES

de notre correspondant

Le premier ministre grec Costas Simitis a entrepris, depuis quelques semaines, un rapprochement « pas à pas » avec la Turquie, l'ennemie héréditaire. Ce changement d'attitude, qui tranche avec le nationalisme de l'ère Papandréou, est fortement soutenu par l'Union européenne (UE), les Etats-Unis et l'OTAN. L'UE désire resserrer ses liens avec Ankara et doit entamer, en 1998, des négociations sur l'adhésion de Chypre à la Communauté, un dossier épineux en raison de l'inamitié gréco-turque. Les Etats-Unis et l'OTAN, inquiets des tensions récurrentes entre les deux voisins de la mer Egée, sont aussi intéressés par la reprise du dialogue gréco-turc, pour assurer la stabilité d'une région sensible. L'affaire d'Imia, en janvier 1996 – où les deux pays ont frôlé l'incident militaire à propos de la souveraineté contestée d'un îlot rocheux du Dodécannèse –, a incité Washington à redoubler d'efforts pour convaincre ses deux alliés du flanc sud-est de calmer le jeu.

La présidence néerlandaise de l'Union a ainsi lancé, en avril, une initiative diplomatique auprès des deux capitales, afin d'aboutir « à une convergence de vues », qui a permis la levée du veto grec bloquant la participation de la Turquie à des opérations de l'Union de l'Eu-

rope occidentale (UEO) utilisant des moyens de l'OTAN.

A la fin avril, le chef de la diplomatie grecque, Théodore Pangalos, s'est entretenu à deux reprises, à Luxembourg et à Istanbul, avec son homologue turc, Tansu Ciller, pour faire avancer la politique des petits pas. « Nous allons faire notre possible pour surmonter les difficultés du passé », a alors déclaré M. Pangalos, affirmant : « La Grèce pense que la Turquie a sa place dans l'Europe et qu'il y a un avenir pour le peuple turc dans la famille européenne. » Des propos entièrement nouveaux quand on se rappelle que M. Pangalos accusait la Turquie, en novembre 1993, lorsqu'Andréas Papandréou était au pouvoir, de « traîner ses bottes ensanglantées sur les tapis européens ».

UN COMITÉ DE SAGES

Les deux ministres sont convenus de former un comité de sages chargé d'explorer « des solutions équilibrées ». Deux experts, pour chaque pays, ont été nommés et doivent déposer prochainement un rapport. La présidence de l'UE devra alors définir « un terrain commun » pour entamer le dialogue. Du côté de l'Alliance, les Etats-Unis ont envoyé dans les deux pays, au début du mois de mai, une délégation comprenant le sous-secrétaire d'Etat à la défense, John Lodol, et le responsable du département d'Etat

pour l'Europe du Sud-Est, Carey Cavanaugh. Les alliés ont proposé une série de « mesures de confiance » afin d'éviter les incidents fréquents en mer Egée et à Chypre dus à la différence des limites des espaces aériens et maritimes.

MÉFIANCE

Les deux pays transmettent, depuis plus de deux mois, des informations sur leurs opérations aériennes dans la région, et l'OTAN doit procéder, le 6 juin, à une première évaluation des données fournies.

Mais la normalisation gréco-turque est, après de longues années d'accusations et de multiples incidents, pour le moins difficile. M. Simitis doit ainsi faire face à la méfiance d'une partie de la population habituée à la rhétorique antiturque, et à une opposition intérieure. Trente-deux des cent soixante-deux députés de son Parti socialiste, le PASOK, ont affirmé craindre que le dialogue gréco-turc n'oblige Athènes « à céder ses droits souverains » en mer Egée.

M. Simitis les a rassurés au début du mois en posant trois conditions préalables à toute ouverture d'un dialogue direct. Il souhaite une déclaration turque « excluant le recours à la guerre ou à l'usage de la violence », menace envisagée par Ankara dans le cas où la Grèce ap-

pliquerait la convention du droit de la mer prévoyant l'extension des eaux territoriales à 12 milles (près de 19 kilomètres). Le ministre de la défense Akis Tsohatzopoulos a précisé, mardi, que l'établissement de couloirs maritimes ou aériens en mer Egée, pour éviter que la région ne devienne un « lac grec », dépendait de l'acceptation de la règle des 12 milles.

Le premier ministre réclame également que la Turquie reconnaisse « le cadre juridique, les traités et les principes internationaux réglant les rapports entre les deux pays » et veut qu'Ankara « accepte le recours à la Cour de justice internationale de La Haye ». Ce « premier pas », a dit M. Simitis, assorti d'un recours de la Turquie à la Cour de La Haye concernant ses prétentions sur Imia, « permettrait à la Grèce de ratifier le protocole financier » prévu par l'accord d'association douanière entre Ankara et l'UE. Le rapprochement de la Turquie et de l'UE « serait ainsi débloqué ».

Viendrait alors le « deuxième pas », c'est-à-dire « un compromis » entre les deux pays pour régler devant le tribunal de La Haye la délimitation du plateau continental en mer Egée, des îles notamment, dont dépend l'exploitation des richesses maritimes. « L'avenir fixera les pas suivants », a conclu M. Simitis.

Didier Kunz

Η Αθήνα ανέλαβε πολιτική προσέγγισης με την Άγκυρα.

Ο Πρωθυπουργός Κ. Σημίτης επιχείρησε τις τελευταίες εβδομάδες μια προσέγγιση «βήμα - βήμα» προς την Τουρκία, τον αιώνιο εχθρό της Ελλάδας.

Αυτή η αλλαγή στάσης που απομακρύνεται από τον εθνικισμό της περιόδου Παπανδρέου υποστηρίζεται δυνατά από την Ε.Ε. τις ΗΠΑ και το ΝΑΤΟ.

Η Ε.Ε. επιθυμεί τη στήριξη σχέσεων με την Άγκυρα και πρέπει να ξεκινήσει διαπραγματεύσεις για την ένταξη της Κύπρου το 1998. Οι ΗΠΑ και το ΝΑΤΟ ανησυχούν μετά τα γεγονότα στα Ίμια τον Ιανουάριο του 1998...

Η Ολλανδική Προεδρία ανέλαβε τον Απρίλιο διπλωματική πρωτοβουλία ανάμεσα στις δύο πρωτεύουσες...

Στο τέλος Απριλίου οι δύο ΥΠΕΞ συναντήθηκαν δύο φορές και ο κ. Πάγκαλος δήλωσε:

«Η Ελλάδα σκέφθηκε ότι η Τουρκία έχει τη θέση της στην Ευρώπη και ότι υπάρχει μέλλον για τον τουρκικό λαό στην Ευρωπαϊκή οικογένεια». Προτάσεις τελείως καινούργιες όταν θυμάται κανείς τον κ. Πάγκαλο να κατηγορεί την Τουρκία, τον Νοέμβριο του 1993, όταν ο Ανδρέας Παπανδρέου ήταν στην εξουσία, «ότι σέρνει τις αιματοβαμμένες μπότες της στα ευρωπαϊκά χαλιά»...

Ο κ. Σημίτης πρέπει να αντιμετωπίσει και τη δυσπιστία ενός μέρους του λαού, συνηθισμένου στην αντιτουρκική ρητορική και σε μια εσωτερική αντιπολίτευση. Τριάντα δύο βουλευτές του ΠΑΣΟΚ εξέφρασαν φόβους για τον ελληνοτουρκικό διάλογο...

Ο Πρωθυπουργός δηλώνει ότι αν η Τουρκία αναγνωρίσει τον νομικό πλαίσιο, τις Συνθήκες και τις διεθνείς αρχές που ρυθμίζουν τις σχέσεις των δύο χωρών και δεχθεί να προσφύγει στο Δ.Δ. της Χάγης για τις αξιώσεις της στα Ίμια, θα επιτρέψει στην Ελλάδα να επικυρώσει το οικονομικό πρωτόκολλο που προβλέπεται για την Τελωνιακή Ένωση Ε.Ε. - Τουρκίας...

Τότε θα γινόταν και το δεύτερο βήμα δηλ. ο συμβιβασμός ανάμεσα στα δύο κράτη προκειμένου να ρυθμίσουν ενώπιον του Δ.Δ. της Χάγης την οριοθέτηση του Αιγαίου, των νησιών κυρίως των οποίων εξαρτάται η εκμετάλλευση του θαλάσσιου πλούτου.

«Το μέλλον θα δείξει τα επόμενα βήματα» κατέληξε ο κ. Σημίτης.